

20221103 Le Monde

https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/11/03/le-gouvernement-cherche-son-equilibre-dans-le-debat-sur-l-immigration_6148317_823448.html

Le gouvernement cherche son équilibre dans le débat sur l'immigration

Emmanuel Macron souhaite occuper le terrain exploité par la droite et l'extrême droite. Gérald Darmanin temporise et tente de s'allier Les Républicains.

Par [Ivanne Trippenbach](#)

Publié hier à 10h33, mis à jour hier à 12h01

Article réservé aux abonnés

Le pouvoir exécutif n'a pas encore trouvé son dosage. Au cours de l'été, après une campagne présidentielle marquée par une surenchère raciste et xénophobe, Emmanuel Macron avait jugé la première mouture du projet de loi immigration trop restreinte. Il y manquait des mesures d'intégration. Prévu pour septembre, le débat sur le texte de Gérald Darmanin a été reporté à janvier 2023 et un duo de ministres a été chargé d'incarner cette politique à deux voix : le ministre de l'Intérieur pour la fermeté, et celui du Travail, Olivier Dussopt, pour l'intégration par l'emploi. Ils sont « *très copains* », insistent depuis quelques semaines leurs entourages respectifs. Toujours côté à côté au conseil des ministres, ils seraient même des complices « *en mode Tic et Tac* », comme les célèbres écureuils des studios Disney.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Immigration : Macron veut « durcir » les règles pour les étrangers « les plus dangereux »](#)

La scénographie du « en même temps » était rodée. Mais le camp présidentiel s'est fait voler son coup d'envoi, selon les mots de conseillers ministériels. L'extrême droite et la droite ont bruyamment préempté le terrain en se servant du meurtre de la jeune Lola à Paris, le 14 octobre, dont la principale suspecte est une Algérienne sans titre de séjour valide. « *Il faut poser le cadre, remettre du rationnel dans l'émotionnel* », presse un familier du palais. Depuis quinze jours, l'Elysée reçoit des analyses du service d'information du gouvernement jugées alarmantes : sur les réseaux sociaux, les sujets de discussion liés à l'immigration ne se tarissent pas.

Il était temps de « *pousser les feux à fond* », résume un conseiller du chef de l'Etat. Si la logique macronienne à deux jambes perdure, l'exécutif franchit un cran dans chacune des directions. Il ne s'agit plus seulement de distinguer l'asile, au nom de l'humanité, et l'immigration irrégulière, associée à la fermeté. Mais de valoriser plus généreusement les étrangers qui travaillent, même en situation irrégulière, et de cibler ceux qui présentent un danger. « *On doit désormais être méchants avec les méchants et gentils avec les gentils* », a résumé Gérald Darmanin dans un [entretien au Monde](#).

« Tout le monde sera expulsable »

Le ministre de l'Intérieur attribue la délinquance à une partie des étrangers, selon sa rhétorique habituelle, défendue par Emmanuel Macron sur France 2 le 26 octobre. Des propos qui auraient choqué l'opinion il y a quelques années. « *La politique, c'est un temps de maturation* », confie-t-on à l'Elysée, où l'on scrute les sondages successifs. Selon l'enquête « Fractures françaises », réalisée par Ipsos-Sopra Steria et publiée en octobre, plus de 60 % des interrogés trouvent qu'on « *ne se sent plus chez soi comme avant* » et qu'il y a trop d'étrangers en France.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Fractures françaises » : un pays mécontent mais qui montre les premiers signes de décrispation](#)

Gérald Darmanin se veut plus intransigeant que Nicolas Sarkozy, qu'il a vu longuement il y a dix jours. Il souhaite que l'Etat inscrive toutes les personnes sous obligation de quitter le territoire français (OQTF) au fichier des personnes recherchées. Et veut renforcer la « double peine » (c'est-à-dire l'expulsion d'un étranger coupable d'un crime ou d'un délit), qui avait été assouplie en 2003 par un Sarkozy désireux de parler à la gauche. Terminée, l'exception pour les étrangers arrivés en France avant l'âge de 13 ans. « *Tout le monde sera expulsable, puis le juge contrôlera* », affirme un conseiller du chef de l'Etat.

Dans le même temps, le gouvernement veut régulariser les étrangers sans titre qui travaillent, en particulier dans les métiers en tension. Une première sous Macron. « *La régularisation massive est une arme compliquée, Elle permet de sortir de l'ornière des gens qui sont sans titre, mais crée un appel d'air énorme.* » Cette extension de la circulaire Valls de 2012, qui permet déjà de régulariser les travailleurs sans papiers, serait un moyen de « *taper plus fort contre le travail au noir* », selon la Place Beauvau. Certains demandeurs d'asile pourront aussi être embauchés sans attendre le délai de six mois. Une personne sous OQTF employée dans un secteur en tension pourra-t-elle être régularisée ? La « *zone grise* », selon le mot d'un conseiller, dépendra des critères retenus et de la liste des métiers concernés, non actualisée par le ministère du travail.

« Régularisation choisie »

Mais l'annonce a aussitôt fait bondir la droite, alors que le gouvernement compte sur les voix des députés Les Républicains (LR). Mercredi, Aurélien Pradié l'a qualifiée de « *folie* » sur BFM-TV. « *Cette proposition n'a pas de sens. Nous avons besoin aujourd'hui de reprendre le contrôle* », a estimé le député du Lot, qui souhaite réduire l'immigration de moitié. Son rival pour la présidence de LR, Eric Ciotti, y voit une « *ligne rouge* » qui l'empêcherait « *très clairement* » de voter le texte : « *C'est un message extraordinairement dangereux car il lance un appel d'air à l'immigration. A force de jouer le grand écart, le gouvernement risque de chuter.* » Le député des Alpes-Maritimes propose le retour du délit de séjour illégal, l'asile examiné à la frontière ou un nouvel allongement de la durée de rétention. Sans attendre, Marine Le Pen a fustigé une « *campagne de régularisation de clandestins* ».

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [L'exécutif sur la défensive face à la récupération du meurtre de Lola par la droite et l'extrême droite](#)

Toute la journée de mercredi, Gérald Darmanin s'est évertué à minimiser la portée de ces annonces, estompant l'effet « Tic et Tac ». « *Ce sera une régularisation choisie, au compte-gouttes, pas massive* », rectifie son entourage. « *Si le métier n'est plus en tension parce que l'activité économique aurait changé, évidemment cette personne perdrait son titre de séjour*

au bout d'un an », a ajouté M. Darmanin, en évoquant « quelques milliers de personnes » seulement. Sa main toujours tendue vers la droite, le ministre de l'intérieur a fait part à des parlementaires LR de la possibilité de durcir le texte avec des quotas de titres « métiers en tension », une idée débattue au Parlement fin 2019 et qui avait été jugée trop rigide.

Gérald Darmanin pourra difficilement compter sur le soutien de Bruno Le Maire. « *Ce sont des propositions soumises à débat*, a freiné le ministre de l'économie dans l'émission « C à vous ». *En dernier peut venir l'immigration de travail. Cette solution ne doit pas passer avant les premières solutions : formation, qualification, attractivité des métiers. Mettons les choses dans le bon ordre.* » Dans ces débats sur l'identité et l'immigration, l'entourage présidentiel évoque le risque de « *tomber du mauvais côté du cheval* » sous les coups de boutoir de l'extrême droite. Gérald Darmanin a déjà expliqué prendre ces mesures car « *sinon d'autres le feront à notre place* ». Quitte à faire pencher l'équilibre du « en même temps ».